

discipline they do not possess? These are two of the fundamental questions that emerge after pondering the progressive phenomena which inspired this book. Their answers lie generally outside the field of educational history as it presently exists—in the spiritual nature, potential, and destiny of all children.

David C. Jones
University of Calgary

Nive Voisine. *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada, II: Une Ère de prospérité, 1880-1946.* Sainte-Foy: Éditions Anne Signier, 1991. Pp. 471.

Une ère de prospérité, c'est le titre du second tome d'une trilogie sur l'histoire des Frères des Écoles chrétiennes. La période examinée s'étend de 1880 à 1946. En dépit du fait que l'Institut a connu des nombreux revers en France à cause de la laïcisation de l'enseignement, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, il n'en reste pas moins que ce fut une période de prospérité au Canada. À preuve, les effectifs passent de 306 en 1880 à 1386 en 1946. Dans l'*Oeuvre d'un siècle*, on rapporte l'existence de 81 écoles lasalliennes au Canada en 1937 dont un peu plus de 50% sont du niveau primaire. Ce grand développement s'est effectué surtout au Québec dans une proportion de 68.2%.

L'auteur désire cerner l'apport original des Frères des Écoles

chrétiennes à l'évolution de l'Église catholique et, particulièrement, à l'histoire de l'éducation au Canada.

Le volume se divise en deux parties. La première, intitulée «Au fil des ans», rappelle les faits et évoque les personnes qui ont joué un rôle prépondérant. La seconde partie fait le bilan de la période étudiée en traitant de l'école lasallienne, du personnel enseignant, de la vie communautaire et des amicales.

L'auteur a procédé à un patient dépouillement de faits qu'il a sélectionnés et rapportés avec le plus d'objectivité possible. Il les a laissés parler sans passion apologétique, ne cherchant pas à défendre une thèse préconçue. L'étude ne s'appuie pas non plus sur quelque théorie sociologique que ce soit qui fournirait une grille d'analyse. Il s'agit plutôt d'un travail de type descriptif, destiné à faire connaître les événements qui se sont déroulés au cours d'une tranche d'existence de 66 années.

La coupe chronologique choisie repose sur les faits suivants. L'année 1880 correspond à l'arrivée au Canada du controversé frère Réticius et 1946 est marqué par le chapitre général qui analyse les séquelles du second conflit mondial et entend se donner des règles mieux adaptées au monde nouveau, signe avant-coureur du brassage d'idées et des changements qui se préciseront pendant les décennies suivantes.

Quelques personnages ont droit à un traitement particulier. Il s'agit du frère Réticius et du frère Marie-Victorin.

Le frère Réticius fait l'objet d'un chapitre de 50 pages, pour couvrir sa

présence canadienne au poste de visiteur de 1880 à 1886. C'est le récit de ses luttes pour ne pas dire de ses bagarres contre le clergé libéral de la ville de Québec, le gouvernement et le Département de l'Instruction publique, les Sulpiciens de Montréal, la commission scolaire de la même ville et les enseignants laïques. Voulant le bien de son Institut, il ne saisit pas la différence entre les politiques laïcisatrices françaises et les enseignants laïques du Québec qui n'entretenaient généralement aucune opposition à l'égard de l'Église catholique. Est rappelé le débat acerbe qui s'est élevé entre Réticius et Verreau, principal de l'École normale Jacques-Cartier, à l'occasion de l'Exposition du Dominion du Canada tenue à Montréal en 1880. Leurs tracts démontrent hors de tout doute la plume acérée de ces deux antagonistes.

En contrepartie, Réticius donna un coup de barre vigoureux concernant la vie religieuse et intérieure sans oublier la formation de la relève et l'amélioration de la vie intellectuelle. Il reviendra en visite annuelle à titre d'assistant de 1891 à 1913.

Un autre chapitre est consacré au frère Marie-Victorin (1928-1946). Il se fait remarquer en sortant de l'anonymat traditionnel des humbles frères, par la signature de ses ouvrages et par son rayonnement au plan de la recherche universitaire. Botaniste, écrivain et poète, il préconise l'apprentissage dans la nature par opposition à l'enseignement des sciences naturelles en classe et à travers les livres. L'auteur retrace sa carrière comme professeur à la faculté des sciences dès sa fondation en 1920, son

implication dans la Société de biologie, la Société d'histoire naturelle et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS).

Le frère Marie-Victorin s'intéresse aussi activement aux Cercles des jeunes naturalistes fondés par le frère Adrien des religieux de Sainte-Croix et dirige 13 excursions de l'École en Route. Ses activités extracommunautaires le tiennent en marge de ses confrères et ses critiques sur la formation intellectuelle déficiente des jeunes frères font naître incompréhensions et critiques. Fondateur de l'Institut de botanique de l'Université de Montréal et du Jardin botanique, il a dû parfois déplaire et a passé pour un esprit dangereux et mal-faisant, jugement qui l'a toujours chagriné.

L'instauration d'un cours secondaire moderne d'influence nord-américaine fut paralysée par l'approbation, en 1929, du cours primaire supérieur d'inspiration française ou suisse. Les Frères furent la cible de critiques pour leur cours commercial. D'autres intérêts s'opposaient à leur projet. Il faut cependant avoir l'honnêteté de reconnaître la qualité de la formation dispensée au Mont Saint-Louis qui se souleva à l'attention par son cours scientifique et par l'Académie commerciale de Québec.

Si les religieux furent dispensés du brevet d'enseignement même après 1950, il ne faudrait pas croire qu'ils ne recevaient aucune formation pédagogique. Les scolasticats-écoles normales prirent forme en 1931, les candidats se présentaient au Bureau

central des examinateurs dès 1921 et la *Conduite des écoles* est l'oeuvre du fondateur Jean-Baptiste de La Salle.

Même si l'oeuvre visait surtout l'éducation chrétienne et primaire des enfants du peuple, l'Institut ne s'adonna pas seulement à l'enseignement secondaire ou l'équivalent ainsi qu'à l'enseignement commercial et scientifique, mais aussi à l'enseignement supérieur de la pédagogie à l'Institut pédagogique Saint-Georges de l'Université de Montréal.

En dépit de l'ère de prospérité dont l'Institut pourrait se vanter, l'auteur ne dissimule pas les problèmes ou les difficultés rencontrés. Par exemple, les frères arrivés de France en 1905 traitaient de façon hautaine leurs confrères canadiens et ceux-ci se sentaient rejetés par les précédents. Quant aux frères anglophones, ils ont toujours mal toléré que leur noviciat soit à Montréal jusqu'en 1914. Les relations n'ont pas toujours été harmonieuses entre les commissions scolaires et les frères enseignant dans leurs écoles. On critique aussi le nationalisme des frères francophones dans les provinces anglophones.

Les frères assistants et visiteurs donnent l'impression de sévérité. Comme pour atténuer cette rigueur, on leur prête une grande bonté et la capacité d'écouter leurs subordonnés.

Dans leurs rapports, les frères visiteurs soulignent les manquements à la règle comme le retard du lever, l'absence ou le retard aux prières en commun, la baisse des études catéchistiques. Ils s'en prennent à l'usage défendu du tabac, aux

promenades en auto, à la négligence dans le port de l'habit religieux, particulièrement du tricorne, aux sorties trop nombreuses dans les familles ou pour assister à des spectacles. Le personnel des grands collèges est stigmatisé davantage que les autres. Et jusqu'au cardinal Villeneuve qui accuse les frères de n'être qu'un «pur syndicat de célibataires nantis du droit de loger et de manger en communauté». Heureusement qu'il rappelle la grande estime qu'il a pour les Frères des Écoles chrétiennes. Dans toutes ces critiques, on sentait l'attachement à un conservatisme qui ne résistait plus à l'épreuve du temps. L'édifice résistera-t-il à l'assaut du siècle présent?

Bernard Lefebvre
Université du Québec à Montréal

Shiame Okunor. *Politics, Misunderstandings, Misconceptions: The History of Colonial Universities.* New York: Peter Lang, 1991. Pp. 190. \$34.95 U.S.

In pre-colonial times, communal and egalitarian principles were not always the basis of action in African societies; and colonial rule often perpetuated the authoritarian features of these communities to serve the exploiting powers from Britain and elsewhere. At a conference on "African Universities, the State and Civil Society" held in Oxford, Thandika Mkandawire, secretary-general of the African research organization Codesria, was quoted as saying that